

<https://www.ricochets.cc/Atelier-discussion-legitime-illegalite-violence-non-violence-pacifisme-actions-collectives.html>



Atelier discussion : légitimé, illégalité, violence, non-violence, pacifisme...?

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 29 avril 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Temps collectif pour ensemble expliciter, discuter, dénouer, questionner, critiquer, interroger ces notions complexes, fluctuantes, subjectives et politiques.

► [Jeudi 9 mai à 19h, café associatif L'HYDRE](#), 26400 CREST

► Gilets jaunes, personnes qui s'interrogent, militant.e.s, écologistes, etc. bienvenus !

Ces questions resurgissent à toutes les époques, et tout particulièrement ces temps ci du fait du soulèvement des gilets jaunes et des protestations contre la destruction du climat et du vivant.

► **Déroulé de la soirée** (évolutif) :

- Mise en jambe et activation des cerveaux avec un petit Â « jeu Â »
- Projection de films pour apporter des éléments de réflexion
- présentation du sujet et discussions en cercle (voire en plusieurs cercles suivant le nombre)



Atelier discussion : légitimé, illégalité, violence, non-violence, pacifisme...? - Crest 9 mai

Quand un pouvoir établi se prétend légitime et démocratique, que peut-on faire pour contester et transformer les choses ?

Le cadre des institutions françaises veut cantonner la contestation aux seules actes légaux (grève, manifestation dûment déclarée et balisée, élection, pétition, expression encadrée), les décisions politiques aux seuls élus, les décisions économiques aux patrons et actionnaires, et réservent le monopole de la violence légitime à l'Etat.

Or on observe que le moyen de pression qu'est la grève est devenu très difficile du fait de la précarité généralisée, de l'idéologie capitaliste intériorisée, des pressions de l'économie de marché, du chômage et de l'atomisation des personnes en classes sociales/culturelles multiples et séparées. D'ailleurs **même le droit de grève est contesté** à présent dans les faits, les médias et les gouvernements s'en plaignent de plus en plus et parlent de Â « prise en otage Â » et d'irresponsabilité. Sans parler des lois qui ne facilitent pas l'organisation collective des salarié.e.s.

On constate aussi depuis longtemps que les autres moyens de contestation autorisés par les institutions et les lois sont quasiment toujours sans effets.

Quand au élections, elles se résument à devoir choisir entre des programmes qui ne plaisent pas et la répétition d'un système hiérarchique centralisé, et même les élus mieux intentionnés semblent impuissants face au monde économique surpuissant et aux structures rigides de l'Etat.

Même notre droit à l'expression est en réalité très limité. La quasi totalité des médias de masse sont détenus par les institutions ou des milliardaires, et tout le monde n'a pas les outils culturels ou l'argent nécessaire pour s'exprimer ou créer des médias autres.

Or les problèmes de fond, sociaux, écologiques, climatiques, politiques..., sont toujours là, n'attendent pas, sont très graves et urgents...

Face à ce verrouillage systématique et croissant, que faire ? Se résigner ou prendre le parti d'agir hors des cadres habituels ?

Les autres moyens d'actions : désobéissance civile non-violente, manifestations libres non déclarées, blocages, émeutes, pillages, sabotages... sont tous de plus en plus réprimés par les forces de l'ordre et la justice (avec des lois répressives qui ne cessent de s'accumuler), et réduits à de la délinquance, de la casse absurde, de la « prise en otage », de la violence irresponsable et non-politique, du terrorisme... De plus, la plupart des médias de masse en rajoutent et sont en phase totale avec les positions et actions des gouvernements.

Le gouvernement et la plupart des médias de masse n'ont de cesse de décrire les rebellions comme violentes, mais en revanche les énormes violences sociales, politiques et économiques permanentes sont presque toujours niées, ou minimisées.

Ces derniers mois, on constate par exemple qu'un restaurant de luxe cassé fait plus de bruit dans les sphères médiatiques liées aux pouvoirs que des personnes éborgnées par la police. Simple révélation crue du fonctionnement normal des sociétés actuelles ?

Avec le soulèvement des gilets jaunes, et les « réponses » des institutions (répression policière/judiciaire/médiatique, mépris, enfumages, mensonges, os à ronger...), toutes ces questions ont ressurgi de manière crue et criante.

Chaque manifestant.e, chaque contestataire agit alors à l'instinct, improvise plus ou moins, ou répète des formes connues, ou se conforme, ou se rebelle contre le cadre, mais sans forcément avoir le temps ou l'occasion de réfléchir à tout ça.

Alors, finalement, qui est violent, qui est légitime, sommes-nous en démocratie, comment contester et changer les choses, doit-on rester dans les clous et se contenter de microscopiques petits pas ? Doit-on déborder ? Comment ?

Lors de cette soirée, nous ébaucherons ensemble une réflexion sur tous ces sujets étroitement liés.

organisation par quelques crestois gilets jaunes et autres